

Édito

EMPATHIE ET ACTION RÉPUBLICAINES

En écoutant longuement, lors d'un séminaire du Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan, les plaintes des mareyeuses du Sud transmises à l'assemblée par une participante téméraire, le sentiment d'étréitesse dans la ville de Rufisque peint par un élu local, le souhait de disposer d'une main-d'œuvre compétente défendu par le secteur privé, j'en avais presque oublié les doléances de l'Université voulant avoir plus de moyens et être appelée dès les premières phases d'élaboration du plan Sénégal émergent pour ne pas servir, en dernière analyse, de faire-valoir ainsi que la société civile contristée par la condition des enfants en décrochage scolaire ou attachée à un contrôle citoyen qu'elle juge encore faible : cet échantillon de problèmes spécifiques rend compte de la complexité de l'art de gouverner.

Les États vivent dans l'impuissance et l'ennui de ne pouvoir résoudre tous les problèmes spécifiques auxquels sont confrontées leurs différentes catégories sociales, car gouverner c'est arbitrer, c'est hélas choisir entre deux inconvénients, c'est en fin de compte chercher à produire la marée haute qui va emporter tous les bateaux avec elle.

Dans le cas du Sénégal, l'axe 1 est cette marée haute : 66,5% des ressources du Programme d'actions prioritaires 2014-2018 sont employées pour la transformation structurelle de notre économie, un axe de l'importance de laquelle il n'est pas permis de douter si l'on mesure l'effet d'entraînement global qu'il peut produire sur les autres secteurs stratégiques.

Le champ de la gouvernance se compose alors, à un instant déterminé, du fait des arbitrages budgétaires, de problèmes qu'on peut résoudre et de problèmes qu'on ne peut résoudre, mais il y a un grand bénéfice à savoir traiter cette deuxième catégorie d'épreuves.

Les problèmes globaux permettent d'agir dans l'efficacité, c'est les infrastructures, l'environnement des affaires, c'est l'énergie, c'est la productivité, c'est les grands équilibres macroéconomiques, mais certains problèmes spécifiques, quelle que soit notre impuissance à les résoudre, en les écoutant avec les investissements du cœur,

nous donnent la faculté de rester des humains dans la sphère du pouvoir.

Ainsi à côté de l'action, cette empathie renforce dans un État le dévouement républicain, mais surtout l'envie et la passion de modifier le destin des citoyens et de combattre leur malheur.

Cette part d'humanité ne se cache pas toujours dans l'action quotidienne que l'on accomplit pour construire des routes, des hôpitaux, des usines, etc., en effet, une part de cette empathie se dissémine dans les impasses de la gouvernance, dans ces problèmes spécifiques, irréalisables immédiatement, petits à l'échelle d'une nation et grands à l'échelle des Hommes et qui renferment une si grande part d'humanité qu'il y a un grand bénéfice à les prendre en compte et une grande perte à les oublier sous prétexte de leur spécificité.

La compétence, outre la valeur intellectuelle, est un mélange de rigueur morale, de désir de changer la vie des citoyens, d'envie de modifier le destin des hommes.

Et le sage aimait à dire que pour aimer les hommes, il faut se concentrer non pas sur leur bonheur, mais sur leur malheur, leurs difficultés, leurs manques et leurs regrets : il en est ainsi pour les hommes comme pour les citoyens.

Mais l'Etat ne saurait avoir ni le monopole du cœur ni celui de la bonne gouvernance, l'empathie est aussi une question adressée aux Hommes influents, aux pouvoirs déconcentrés, aux esprits d'élite, aux hommes sans qualités, aux médias de masse, à tous les acteurs de l'émergence, car il faut impérativement calfeutrer le vide que peut laisser l'impuissance d'agir, pour parer à un double dommage, celui de la victime et celui négligé mais profond de son interlocuteur.

Par El Hadji Malick GUEYE
Cellule de Communication du MEFP

Fil d'Actu



Seizième session ordinaire du Conseil des gouverneurs de la BIRD
Amadou Ba porté à la tête du conseil des gouverneurs

À la Découverte



du PCRBF et de son Secrétaire Exécutif M. DIOUF
Le PCRBF, un organe de réforme pour la modernisation des finances publiques

En Aparté



En Aparté reçoit :
El Hadji Abdourahim DIOUF
(Ingénieur et Gestionnaire de la formation - Chef du bureau de la planification et du suivi de la formation à la DRH)

Seizième session ordinaire du Conseil des gouverneurs de la BIDC AMADOU BA PORTÉ À LA TÊTE DU CONSEIL DES GOUVERNEURS

A l'issue de la seizième session ordinaire du Conseil des gouverneurs de la Banque d'Investissement et de Développement (BIDC) de la CEDEAO, le ministre de l'Économie, des Finances et du Plan a pris les rênes de la présidence du Conseil des gouverneurs de la BIDC.

Le tout nouveau Président de la BIDC, M. Amadou BA promet de mettre un accent particulier sur la bonne exécution du Plan stratégique 2016-2020 dont les cinq objectifs stratégiques sont formulés ainsi qu'il suit : le renforcement du processus de mobilisation de ressources et l'amélioration de la visibilité de la Banque ; la promotion de la croissance

économique à base élargie et du développement social inclusif ; le renforcement de la coopération et de l'intégration régionales ; la durabilité environnementale et l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience organisationnelles.

« Les prévisions stratégiques 2016-2020 définies sont de l'ordre de 1223 millions d'unités de compte en termes de mobilisation de ressources, y compris le paiement par les Etats de la totalité des arriérés en capital. Ces ressources de nature propre, concessionnelle et commerciale seront levées tant au plan régional qu'international », renseigne le nouveau Président de la BIDC.

Il a plaidé pour un accompagnement fort de la BIDC, surtout en matière de mobilisation de ressources afin de lui permettre véritablement d'intensifier ses interventions en faveur des Etats membres de la CEDEAO en vue de leur essor économique et par ricochet, leur émergence.



Photo de famille de la seizième session ordinaire du Conseil des gouverneurs de la BIDC à DAKAR

Deuxième phase du Plan Sénégal Émergent (PSE) LE MEFP PRÉSENTE LE RAPPORT PROVISOIRE AUX PTF



Présidium de l'atelier de Concertation sur la deuxième phase du Plan Sénégal Émergent (PSE) avec les Partenaires Techniques et Financiers (PTF)

En prélude à la préparation de la deuxième phase du PSE 2019-2023, le Ministère de l'Économie des Finances et du Plan a partagé son rapport provisoire avec les Partenaires

Techniques et Financiers (PTF) le vendredi 03 août 2018. Cet exercice, qui a débuté depuis décembre 2017, s'est appuyé sur l'expertise des différentes parties prenantes pour prendre en compte les mutations actuelles de l'environnement national et international en vue de mettre en place les réformes et projets les plus appropriés pour inscrire le Sénégal sur la trajectoire de l'émergence.

Selon le Directeur général de la planification et des politiques économiques, « cet atelier a pour objet d'écouter et de comprendre les préoccupations des partenaires pour une meilleure implication dans la phase II du PSE ». Cette démarche partici

-pative et inclusive, explique-t-il, est un des fondamentaux ayant marqué l'élaboration, puis la mise en œuvre du Programme d'Actions Prioritaires 2014-2018 du Pse. Selon lui, depuis son adoption en février 2014, le Pse a permis d'enregistrer des progrès significatifs.

Il a été noté, au-delà du relèvement substantiel de la croissance économique et de la réduction progressive du déficit budgétaire, des efforts constants pour améliorer les conditions de vie des populations, notamment des couches les plus vulnérables avec la mise en œuvre de programmes d'urgence tels que le PUDC, la CMU, le PNBSF etc., a affirmé M. Pierre N'diaye.

Atelier de partage sur la gouvernance de la fiscalité locale

LES PREMIERS RÉSULTATS DES RÉFORMES SUR LA FISCALITÉ JUGÉS ENCOURAGEANTS

Suite aux instructions du ministre de l'Économie, des Finances et du Plan, la Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID) a organisé un atelier pour présenter les réformes législatives et les innovations dans l'administration de la fiscalité locale.

Pour prendre en charge les préoccupations des collectivités territoriales, deux catégories de réformes ont été initiées et mises en œuvre. Il s'agit d'une part, de la création du Bureau des Collectivités territoriales et, d'autre part, de réformes de politique fiscale pour accroître les ressources destinées à ces collectivités.

« Les premiers résultats de ces réformes sur la fiscalité locale sont très encourageants en termes d'émissions sur les cotisations que nous jugeons effectives. Nous avons aujourd'hui à peu près 37,8 milliards de francs Cfa et nous avons des attentes de 15 milliards de francs Cfa. Ce qui porterait le total des cotisations à 52 milliards, soit près du double de ce que nous avons les années passées », a renseigné le Directeur général de la DGID.

Pour le ministre de l'Économie qui présidait l'atelier « la vision du PSE, en matière de gouvernance territoriale, est ainsi matérialisée par l'acte 3 de la Décentralisation qui



recherche la promotion de la viabilité des territoires et des pôles de développement et le renforcement des capacités des collectivités territoriales ».

Le marché de la publicité au Sénégal

UN SECTEUR EN PLEIN ESSOR QU'ON GAGNERAIT À MIEUX ORGANISER



Présidium de l'atelier de partage et de concertation sur la publicité avec Babacar Touré (Président du CNRA) et ses invités officiels

Le marché publicitaire est l'état des lieux des investissements publicitaires opérés par les annonceurs. Au Sénégal, il connaît un développement fulgurant avec l'explosion du numérique et la libéralisation du réseau hertzien (de la RTS qui était l'unique chaîne de radio-télévision dans les années 80', on est passé aujourd'hui à 200 agences de commutation

220 radios et une quinzaine de télévisions).

Cependant, cette croissance du marché de la publicité se heurte à des manquements aussi bien au niveau institutionnel qu'au niveau de la réglementation du secteur qui souffre cruellement de l'indisponibilité de données financières exhaustives et fiables. Une situation qui a fait l'objet de larges discussions au cours de l'atelier de partage et de concertation sur la publicité organisé par le Conseil National de Régulation de l'Audiovisuel (CNRA) les 6 et 7 août 2018 à l'hôtel Terrou Bi. Pendant deux jours, les acteurs du monde de la pub (annonceurs-agences-régies-médias-consommateurs) ont été invités à échanger sur la situation du secteur, formuler des enjeux et perspectives et faire des recommandations pour asseoir les bases d'un écosystème publicitaire bien régulé et

mieux organisé. Il faut dire que le secteur de la publicité injecte et engendre investissements, croissance, développement et fiscalité à des niveaux qui ne sont documentés par aucune autorité. Les entreprises qui y évoluent étant peu loquaces sur les questions financières. Pourtant une collecte parcellaire faite dans le cadre d'une enquête commanditée par le CNRA montre déjà un chiffre d'affaires supérieur à 100 milliards de Francs CFA sans que l'on puisse documenter les contours de cette assiette fiscale.

À la lumière de ces potentialités énormes encore inexploitées, il est important de réussir le pari de l'organisation et de la gouvernance du secteur, pour mettre à profit les opportunités qu'il offre en termes de valeur ajoutée, de chiffres d'affaires et d'emploi dans le développement du Sénégal.

Signature d'accords de financement

LA BANQUE MONDIALE OCTROIE PLUS 118 MILLIARDS AU SÉNÉGAL POUR 3 PROJETS

Le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan, M. Amadou BA et Mme Louise Cord, Directeur des Opérations de la Banque Mondiale pour le Sénégal, ont procédé le jeudi 30 août 2018 à la signature de trois accords de financement qui touchent les secteurs du PSE.

l'éducation qui bénéficie d'un concours de la Banque mondiale d'un montant de 31 milliards 945 millions de FCFA. Le dernier accord est relatif au Projet de Relèvement d'Urgence et de Résilience de Saint-Louis, pour un financement d'un montant 16 milliards de FCFA.



Ici le ministre M. Amadou BA et Mme Louise Cord lors de la cérémonie de signature des accords de financement de la Banque mondiale

Il s'agit du Projet Eau-Assainissement en Milieu rural (PEAMIR) pour lequel la Banque mondiale a accordé une enveloppe de plus 70 milliards de F CFA ; le deuxième projet quant à lui concerne le secteur de

Le ministre de l'Economie, des Finances et du Plan a salué l'engagement de la Banque mondiale qui s'est traduit par un volume de financement record par l'approbation de (48) conventions pour un montant total de

plus de mille milliards de francs CFA sur des annonces de contributions attendues de 500 milliards de FCFA.

La politique de coopération médiatique sino-africaine UN EXEMPLE DE RÉUSSITE



La coopération sino-africaine s'accroît davantage dans plusieurs domaines et fait le grand bonheur des deux continents en termes d'échange et de partage d'expériences.

Les échanges culturels et humains entre les deux parties se sont multipliés ces dernières années atteignant près de 3 millions de déplacements par an. Ces résultats probants ont été facilités par une collaboration franche entre les différentes parties prenantes et le rôle prépondérant qu'a joué l'agence de coopération et de développement chinois.

Dans ce cadre, un séminaire est organisé chaque année par l'Institut de recherche de formation de l'administration d'État de la presse, de la publication, de la radio, du film et de la télévision (SAPPRFT) à l'intention des personnels seniors des médias des pays

africains francophones afin de leur permettre d'aller à la découverte de l'Empire du milieu et de rencontrer des acteurs du monde médiatique chinois. La Chine souhaite créer un lien direct avec les journalistes africains afin d'avoir une perception complète de la réalité du continent noir.

Cette année, une trentaine de journalistes africains francophones y ont pris part dont deux agents de la cellule de communication du MEFP.

Plus que des voyages de presse, ces séminaires inaugurent une nouvelle ère de la coopération sino-africaine dans laquelle le secteur de la communication sera un levier important.

du PCRBF et de son Secrétaire Exécutif M. MOR DIOUF, Le PCRBF, un organe de réforme pour la modernisation des finances publiques

Créé en 2003 par arrêté du Ministre de l'Économie et des Finances, le Projet de Coordination et des Réformes Budgétaires et Financières a pour mission principale d'assurer la coordination et le suivi de la mise en oeuvre des réformes à entreprendre en vue de la modernisation du système de gestion des finances publiques. Depuis novembre 2015, il est dirigé par un Secrétaire Exécutif M. Mor Diouf, Inspecteur du trésor.

Diplômé de l'Ecole Nationale de l'Administration et de la Magistrature (ex ENAM) en 1997, M. Mor Diouf est né il y a une cinquantaine d'années à Bargny.

Il quitte très jeune son royaume d'enfance pour s'installer à Pikine où il fait ses études primaires et secondaires couronnées par l'obtention du baccalauréat de la série B au célèbre lycée Seydina Limamou Laye d'où sont sortis plusieurs cadres, originaires de la grande banlieue dakaroise mais aussi des autres régions du pays. Son baccalauréat en poche, il est naturellement affecté à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar et plus précisément, à la faculté des Sciences économiques et de gestion (Faseg) où il décroche une maîtrise en économie option gestion des entreprises. Après l'acquisition de son diplôme d'Inspecteur du Trésor, M. Mor Diouf a fait le circuit de la Direction générale de la comptabilité et du trésor public comme tout bon débutant.

Il a d'abord été affecté à Kaolack en tant qu'adjoint au payeur régional. Puis, il migre vers le nord du pays, et plus exactement à Matam où il occupe le poste de payeur de cette localité. Après ses pérégrinations à l'intérieur du pays, il retourne, en 1998, à la Direction générale de la comptabilité publique et du Trésor à Dakar. Au sein de cette prestigieuse institution, il intègre le service dénommé : Division économique et des statistiques qui s'occupe du cadrage macro-économique et du suivi des programmes.

Petit à petit, le jeune inspecteur Mor Diouf fait son bonhomme de chemin en occupant des postes de responsabilité. C'est ainsi qu'il est nommé Chef du bureau des programmes économiques et financiers, Conseiller technique du directeur général, coordonnateur de la DGCPT, entre autres, avant d'être propulsé à la tête du Projet de coordination des réformes budgétaires et financières en qualité de secrétaire exécutif en novembre 2015.

Ce projet, rattaché au cabinet du ministre de l'Économie, des Finances et du Plan, a pour objectif principal, selon son secrétaire exécutif « d'assurer la coordination et le suivi de la mise en oeuvre des réformes à entreprendre en vue de la modernisation du système de gestion des finances publiques ».



Avec le soutien des bailleurs de fonds, le projet mène des activités spécifiques visant le renforcement des capacités institutionnelles des services de l'Etat et des collectivités locales et la promotion de l'efficacité, de l'efficience et de la transparence dans la planification, l'allocation des ressources publiques, l'exécution des dépenses et le contrôle des finances publiques.

Dans cette perspective, le PCRBF doit : garantir la cohérence nécessaire entre toutes les initiatives internes et externes liées aux réformes budgétaires comptables et financières ; participer activement à l'élaboration des plans d'action à soumettre au gouvernement à l'issue du diagnostic approfondi des systèmes de gestion des finances publiques et de passation des marchés. Et enfin, assurer la supervision de l'exécution des plans d'action qui ont été arrêtés, en relation avec les partenaires extérieurs, dans le court, moyen et long termes y compris la prise en charge de toutes les mesures transversales.

Le projet est composé de deux entités : le comité de coordination et de pilotage et le secrétariat exécutif. Le comité de coordination et de pilotage se réunit au moins une fois par trimestre, valide les plans d'activité du projet, le budget et les comptes financiers. En outre, il doit examiner les rapports d'acti-

vités préparés à l'intention des autorités et des bailleurs de fonds avant leur diffusion. Il est appuyé dans sa tâche par un secrétariat exécutif.

Le secrétariat exécutif a pour mission principale d'assurer la mise en oeuvre correcte des activités du comité de pilotage et de contribuer à l'exécution des tâches. A l'heure actuelle, l'un des chantiers phares du PCRBF est la mise en oeuvre des directives de l'UEMOA par leur internalisation dans le droit positif sénégalais.

En effet, le Sénégal doit basculer, à partir de 2020, dans les budgets-programmes en remplacement des budgets-moyens qui courent depuis l'accession de notre pays à la souveraineté internationale. Pour cela, des préalables et des prérequis sont nécessaires et le PCRBF travaille dans ce sens, selon son Secrétaire exécutif.

Le projet cherche l'efficacité et l'efficience, et c'est pour cela qu'on a changé de paradigme, d'après M. Mor Diouf. S'agissant des perspectives, le PCRBF veut une mise en oeuvre achevée des réformes et pour cela, il s'engage résolument pour que le Sénégal atteigne les objectifs dans la mise en oeuvre des directives de l'UEMOA.

REÇOIT EL HADJI ABDOURAHIM DIOUF (Ingénieur et Gestionnaire de la formation, Chef du Bureau de la Planification et du Suivi de la Formation de la DRH)

Qu'est-ce qui vous plaît le plus dans votre métier ?

Ce qui me plaît le plus dans ce travail, c'est la capacité relationnelle et l'enrichissement que cela procure du fait qu'on rencontre beaucoup de personnes à des stations différentes et avec des profils et compétences divers. Les missions de la DRH en matière de formation vous permettent de travailler pratiquement avec tous les responsables des Ressources humaines ou de la formation des soixante-quatre (64) Directions et services du MEFP dans le cadre des programmes transversaux de renforcement des compétences des agents touchant plusieurs domaines et initiés par la DRH.

Quelle expérience vous a le plus marqué au sein du MEFP ?

La formation de près de deux cent assistantes et secrétaires du MEFP en 2017-2018 sur **Les fondamentaux de l'assistanat et la rédaction administrative, Les fonctionnalités avancées de la bureautique et communication et l'optimisation du travail et l'organisation administrative d'un secrétariat.**

Ce programme de formation organisé par la DRH, qui s'est déroulé sur deux ans, a été une expérience très enrichissante. Il m'a permis de mieux connaître le Ministère et de tisser des relations professionnelles et fraternelles avec les Assistantes et les responsables des RH des structures concernées. Ma participation au comité formation et conduite du changement dans le cadre du projet SYGEC également a été une belle expérience.

Les qualités d'un collègue idéal selon vous ?

C'est un individu « FICEL », c'est à dire qui allie Fidélité, Intransigeance, Compétence, Engagement et Lucidité.

Votre principale source de motivation ?

C'est le Coran et la Sunna qui prônent le culte du travail et la recherche de la connaissance et de la Science du berceau à la tombe, jusqu'au fin fond du monde).



L'atout majeur du peuple sénégalais selon vous ? Notre plus grand défaut ?

Le peuple sénégalais est accueillant, ouvert et potentiellement intelligent, c'est pourquoi le Sénégalais peut exceller dans tous les domaines de la vie et peut évoluer partout avec des performances souvent insoupçonnées.

L'un des défauts condescendants du sénégalais, c'est le laxisme (begg lu yomb), partisan du moindre effort. Il veut disposer de tous les privilèges sans pour autant les mériter.

Quelle est la principale habitude que nous devons cultiver pour l'émergence ?

Le patriotisme d'abord, le culte du travail bien fait ensuite et enfin la promotion de l'excellence et de la compétence (the right man at the right place) gage d'une bonne performance qui constitue le premier pas vers l'émergence.

A quelle valeur accordez-vous le plus d'importance ?

L'honneur, le patriotisme et l'honnêteté.

La meilleure résolution que vous ayez prise dans votre vie ?

Sachant que la connaissance et la science sont les seules choses qu'on peut offrir quotidiennement sans jamais les perdre, j'ai décidé, en tant qu'éducateur et formateur, de toujours en chercher davantage pour pouvoir les partager avec mes collègues, mes amis, mes concitoyens, les Africains et les citoyens du monde entier.

En dehors de votre famille, quelle figure, personnage ou héros vous inspire le plus ?

Le Professeur Iba Der THIAM, pas parce qu'il fut mon professeur à l'Université, mais par son courage, son abnégation et sa persévérance dans le domaine des sciences et de la connaissance. Il m'inspire et me pousse à persévérer pour être toujours plus performant.

Et s'il vous restait un jour sur terre, que feriez-vous ?

Je le passerais uniquement à travailler et à prier en compagnie de ma femme, mes enfants et de mes parents qui constituent ma source de vie.

Bloc - note & Agenda



A nos collègues qui nous reviennent des lieux saints de l'Islam après avoir accompli leur devoir du pèlerinage, nous présentons nos sincères félicitations et prions Allah (SWT) d'accepter leurs louanges et doléances (Amin)

- Hajj Bassirou SOUMARÉ (DRH)
- Hâjja Ramatoulaye Diouf DIALLO (DRH)
- Hâjja Aïcha Seydi DIOP (CDC)
- Hajj Ousmane BA (IGF)
- Hâjja Bassine NIANG (DGB)
- Hajj Amadou GUEYE (DGCPT)
- Hâjja Seynabou DIOP (CABINET/MEFP)
- Hajj Amadou Sow NIANG (DGCPT)
- Hâjja Ramatoulaye Diop DIOUF (ANSD)
- Hajj Salou BATHILY (DGPPE)
- Hâjja Yaye Sabou SARR (DGCPT/Kaolack)
- Hajj Abdoulaye KA (Bureau sécurité du MEFP)
- Hajj Bamba KA (CT MEFP)

Agents admis à la retraite

- Hâjja Mariame DEME (DGCPT/Guédiawaye)
- Hâjja Dïama DIA (Douane)



A nos collègues qui nous reviennent des lieux saints de la Chrétienté également nous présentons nos sincères félicitations et prions le Seigneur d'accepter leurs louanges et doléances (Amen)

- Richard Salomone TOUPANE, Inspecteur du Trésor
- Siméon Tarciscuis TENDENG, Contrôleur du Trésor
- Paul Alexandre NDIONE (SOLDE)

Bientôt !!

SEPT AGENDA DES ACTIVITÉS

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES (DRH)

- Formation sur les outils RH prioritaires qui doivent être déployés au sein du MEFP, à l'institut de formation de la Direction du Matériel et du Transit Administratif (DMTA) en partenariat avec BEM.

Du 11 au 14 septembre

- Démarrage du tournoi de football du MEFP.

À partir du 15 septembre

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE ET DU TRÉSOR (DGCPT)

- Atelier national sur la préparation du bilan d'ouverture en comptabilité patrimoniale de l'Etat.

Du 4 au 6 septembre

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PLANIFICATION ET DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES (DGPPE)

- Rencontre avec le Comité Étatique sur le PAP2 du PSE.

7 septembre à l'hôtel Radisson Blu

- Rencontre avec les acteurs locaux dans les régions pour la présentation du rapport de formulation de la phase 2 du PSE.

- Présentation du document final de la deuxième phase du PSE aux différents acteurs.

DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET (DGB)

- Mission d'Assistance Technique d'AFRITAC en matière de gestion de la dépense publique

Du 27 août au 07 septembre, Dakar

- Atelier sur la programmation des ressources extérieures du PTIP 2019-2021

4 et 5 septembre au Terrou bi



COIN RAPPEL

DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET (DGB)

- Mission d'immersion d'une délégation du Cameroun sur la pratique des statistiques de finances publiques au Sénégal.

Du 27 au 31 Août

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE ET DU TRÉSOR (DGCPT)

- Mission d'imprégnation d'une délégation camerounaise sur la "transposition et la mise en oeuvre de la Directive 10/2009/CM/UEMOA portant tableau des opérations financières de l'Etat. 27-31 août 2018

DIRECTEUR DE PUBLICATION

M. Ballé PREIRA, Conseiller technique, Coordonnateur de la Cellule de Communication du MEFP

COMITÉ DE RÉDACTION

M. Amadou Hafaz DIOP
Mme. Ndoye Nanou NDIAYE

M. Abdou FAYE

M. Mbaye SARR
M. Mbaye THIAM
Mlle. Gnoula DIALLO
M. El Hadj Malick GUEYE
M. Saliou FALL
M. Mansour SARR

M. Papa Bara NIANG

Mlle. Adja Marie Lucette BA
Mme. GAYE Devel GAYE
CRÉDITS PHOTO
M. Mohameth Baba DJIGO
INFOGRAPHIE ET MONTAGE
M. Saliou FALL

CONTACT

Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan
Rue René Ndiaye x Avenue Carde, Dakar Sénégal
BP 4017 (221) 33 889 21 00
Email : infos@minfinances.sn
Facebook : [Minfinances.sn](https://www.facebook.com/minfinances.sn) Twitter : @mefp_sn
Site : www.finances.gouv.sn